

Délibération n°2025_02_06_26

Objet : Avenant n°1 - Services de médecine préventive EnSanté - Autorisation de signature

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 6 FÉVRIER 2025

L'an deux mille vingt cinq, le six février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 31 janvier 2025, s'est réuni à 19h11, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 23

Nombre de membres représentés : 5

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Brigitte RODRIGUEZ - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc LÉIENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Peggy DE KERPOISSON - Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Colette MORETEAU pouvoir à Brigitte RODRIGUEZ - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR pouvoir à Françoise BERTOUY - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT

Absent :

Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Madame Françoise BERTOUY, adjointe déléguée Ressources humaines, Entreprise, Emploi et Formation professionnelle, rapporte :

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L812-3 à L.812-5 ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires ;

Vu les décrets n° 2012-170 du 3 février 2012, n° 2015-161 du 11 février 2015 et n° 2021-571 du 10 mai 2021, modifiant successivement le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2022-551 du 13 avril 2022 relatif aux services de médecine de prévention dans la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 7 décembre 2023, relative à la signature de la convention de prestation de santé au travail Ensanté (Ex-Ametra) ;

Considérant que la collectivité est tenue de prendre les dispositions nécessaires pour éviter toute altération de l'état de santé des agents du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé des agents ;

La prestation fournie se limite aux actes que le médecin de prévention doit effectuer auprès des agents et tels qu'ils sont définis :

- Visite d'embauche
- Visite périodique
- Surveillance médicale particulière

Il pratique un examen afin d'apprécier la compatibilité du poste avec l'état de santé de l'agent.

Le forfait appliqué est dorénavant de 120,00 € / an par salarié déclaré au lieu de 117,00 €.

En cas d'absence non excusée dans le délai de 48 heures qui précède le rendez-vous, une pénalité liée à l'absence aux visites médicales de 50,00 € HT par agent est facturée à l'adhérent (32,00 € HT auparavant).

Ces points entraînent une modification par avenant de la convention de prestation santé au travail.

Les autres modalités d'exercice de la mission de EnSanté telles que définies dans la convention de prestation de santé au travail restent inchangées.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Accepter la modification par avenant de la convention de prestation santé au travail Ensanté ;
- Autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 à la convention de prestation de santé au travail avec les services de EnSanté à compter du 1er janvier 2025 ;
- Inscrire la dépense au budget de la commune pour la durée de la convention.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE

Fait à Pérols, le 7 février 2025

Le Maire,
Jean-Pierre RICO




Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.